

L'Adoption à la suite de la reconnaissance du mariage Homoafetivo dans la société brésilienne

ARAÚJO, Camila Jatahy [\[1\]](#)

LIMA, João Bosco Sávio Oliveira de [\[2\]](#)

ARAÚJO, Camila Jatahy; LIMA, João Bosco Sávio Oliveira de. **L'Adoption à la suite de la reconnaissance du mariage Homoafetivo dans la société brésilienne.** Revue scientifique pluridisciplinaire de la base de connaissances. 08 édition. année 02, vol. 02. pp 131-145, novembre 2017. ISSN : 0959-2448

Résumé

Cet article a sur l'évolution de la notion de famille dans la société civile du monde qui est entré sur les notions juridiques et a ouvert des portes pour la reconnaissance de nouvelles familles dans la société civile brésilienne. À la suite de cette percée historique est la croissance de l'adoption de la part des soi-disant nouvelles familles, qui sont formés par des couples homoafetivos. L'objectif est de démontrer que chaque couple a des droits et le principe de l'égalité comme un guide et une base pour les prochains numéros du préjudice sont combattus et avec une touche de la société. Met en question que les résultats positifs des influences que le processus d'adoption entraîne la construction d'une société meilleure. Comment méthodologie à l'aide de la recherche bibliographique associée à l'analyse des données disponibles sur le sujet.

Mots clés : Adoption, enfant, famille, mariage Civil, Civil Homoafetivo.

INTRODUCTION

Dans une société moderne peut admettre ne sont plus les formes d'exclusion. L'évolution qui se produit dans le monde entier, tôt ou tard, affecte également tous les pays, non pas qu'elle le rend moins souverain, mais qui est le reflet de la mondialisation et que l'accès à l'information est plus évolué et agile, en faisant comme ça la société est plus en plus changeante et intéressés par la lutte pour leurs droits.

La reconnaissance du mariage civil homoafetivo montre que le principe d'égalité doit servir comme paramètre afin d'éviter les préjugés continuer de servir les moules au moment de la construction des lois ou, pour la plupart, accorder des droits.

Il faut souligner chaque fois que le Brésil est un pays laïque qui a le plus grand instrument à votre Magna Carta, la Constitution de 1988, qui est la base pour la construction de toute norme qui réglementent les droits et créer des liens. Ce qui n'est pas interdit est autorisé aux personnes.

Vous ne pouvez pas ignorer qu'il n'y a toujours de forte opposition à droite sur l'écran, qui tous les jours mettent l'insécurité chez les personnes directement touchées par votre plus grand plaisir. Toutefois, l'objectif est que cette opposition ne passe pas cela, après tout, l'inverse ne peut pas être considéré comme quelque chose de positif et, par-dessus tout, nous ne pouvons ignorer le fait qu'un tel acte

constituant une infraction directe à la Constitution et les lois infralegais.

Pour les deux autres explanaremos l'importance de la construction a solidifié une droite gagnée après beaucoup de lutte et manifestes, à commencer par l'écurie et la reconnaissance du mariage civil du couple homoafetivo, construction d'une nouvelle famille au sein de la société civile brésilienne.

1. NOTION DE FAMILLE

La famille est le fondement de toute société structurée, puisqu'il est les citoyens qui seront produiront dans diverses régions d'un État, comme formateurs même des lois et des juges. Par le biais de la famille sont passés sur des valeurs historiques, culturelles, traditionnelles et, surtout, de l'éducation.

La famille est une loi garantissant constitutionnellement selon l'art. 226 du CF/88, qui a « la famille, la base de la société, avoir une protection spéciale de l'Etat ». Pendant de nombreuses années construit l'idée que la famille était choix que traditionnels de l'homme pour la femme et la création de l'ensemble. Cependant comme temps évoluait nouveaux concepts ont vu le jour et il y a actuellement une certaine difficulté pour délimiter la notion de familles variables, définitions, comme bien preleciona Rodrigo da Cunha Pereira dans votre livre de droit de la famille et le nouveau Code Civil :

« Dès l'instant où la famille n'est donc plus l'habitude de la base économique et la reproduction à être espace et amour, quelques nouvelles et différentes représentations sociales lui. »

Il y a aussi la notion de la famille socioafetiva, reconnu à travers divers a jugé la Cour suprême au cours des dernières années et, également, de la Cour suprême dans l'affaire Re 898060. Utilisé ici comme la qualité de cette reconnaissance le lien créé entre l'enfant et l'adulte pour elle créé la responsabilité et a pris les obligations stipulées à un père ou une mère. Votre vote, le ministre Edson Fachin a précisé :

La parenté de socioafetivo n'est pas une priorité, ou alternativement la paternité biologique. Ni une parenté. Prendre soin de la paternité, de maternité, de paternité, avec la même dignité juridique d'adoption, légalement constituée et qui se détourne en fixant la filiation juridique du lien biologique.

Cette reconnaissance d'une pluralité dans la notion de famille est encore débattue au Sénat par le Sénat Bill (PLS) 470/2013 qui apporte l'objectif de l'un de ses principaux objectifs d'unifier le concept de famille afin de rendre plus rapide et plus efficace la procédure procédures judiciaires, le texte ci-dessous fait partie d'un relevé de notes tirée du site de la IBDFAM NGO (Institut brésilien de droit de la famille).

La notion de famille est de plus en plus plurielle. Les ententes familiales de la société moderne se posent n'est plus seulement du mariage. L'union stable entre personnes du même sexe ou non, familles monoparentales, adoption et preuve via des tests d'ADN prouvant que les différentes formes de liens familiaux font la liaison affective plus importante dans le champ d'application et de nouvelles définitions de la notion de paternité de la famille. (Texte tiré du site Web : http://ibdfam.org.br/assets/img/upload/files/Estatuto%20das%20Familias_2014_para%20divulgacao.pdf)

De cette façon, on peut voir qu'il y a, actuellement, un concept uniforme qui définit le terme de famille, mais il est entendu l'importance fondamentale de la même chose dans la création de l'être humain.

2. MARIAGE CIVIL

L'idée du mariage a été construite sur le dessus des doctrines religieuses, en particulier le catholique, qui, pendant la période du moyen âge, était le détenteur du pouvoir souverain du monde et construit plusieurs fondations qui ont servi de base pour l'élaboration de diverses lois.

Comme le catholicisme était la religion officielle du Portugal a été apportée par l'Empire portugais et entrée au Brésil, Deconstructing plusieurs croyances et même une grande partie de la culture autochtone. Avec cela, une grande partie de la loi brésilienne a subi de fortes influences des bâtiments dogmatiques catholiques.

Souligne que les nombreuses exigences de mariage religieux ont été insérés dans le contexte du mariage civil, y compris pour seulement 40 ans par la loi 6 515/77 a été que le divorce est reconnue au Brésil. Pour les années, l'église était le titulaire de droits absolus sur le mariage et la famille.

Le mariage vient le concept culturel de création de la famille, enracinée est donc l'idée de l'Union d'un homme et une femme dans le but d'être ensemble une famille. Le Code Civil de 2002 a donné aucune définition de ce qui est mariage votre concept ni aux érudits de cette tâche.

Transcrit une définition du mariage par le renommé Maria Helena Diniz dans vos cours de droit Civil brésilien de livre :

Le lien juridique entre l'homme et la femme qui a pour but de mutuelle assistance matérielle et spirituelle, afin qu'il y ait une intégration fisiopsíquica et la mise en place d'une famille.

Selon Paul Wolf, le mariage est l'Union entre un homme et une femme, tels qu'extraits ci-dessous votre livre droit Civil des familles :

Le mariage est un acte juridique de négociateur public formel et complexe, par lequel un homme et une femme sont famille, la liberté d'expression de la volonté et la reconnaissance de l'État. (Paul Lôbo)

Selon le lait, le mariage est le lien juridique entre un homme et une femme qui se réunissent matériel et spirituellement pour constituer une famille.

Notez que les deux livres cités plus haut ne sont pas plus tôt que le code civil de 2002, mais encore apportent l'idée archaïque et a déjà dépassé que mariage doit nécessairement être formé par un homme et une femme.

De cette façon, on se rend compte de la difficulté de déconstruire une idée fixe depuis des siècles au cœur de la société, étant donné que le droit de se marier n'est plu donné seulement à l'homme ajouté à la femme, mais la somme de tous les genres un couple le droit de se marier.

2.1 Union de même sexe stable

Un nouveau regard sur la famille et, par conséquent, le mariage a été adopté par la suite avec la partir du nouveau Code Civil de 2002. Lorsque vous utilisez une interprétation de façon téléologique, nous

pouvons conclure que le mariage est une communion lato sensu de la vie, dans qui cherche le bonheur des époux.

Maintenant, pour élever une famille là comme pilier pas plus qu'un homme et une femme et oui j'aime familial. Excluant le concept introduit par l'art. 1 723 qui traité lui comme exigences de mariage va et coexistence public durable. Souligne que la Constitution brésilienne interdit toute forme de discrimination fondée sur le sexe dans l'art. 3e, transcrit comme suit :

Art. 3 constituent des objectifs fondamentaux de la République fédérative du Brésil :

IV-pour promouvoir le droit de tout, sans préjudice d'origine, race, sexe, couleur, âge et toute autre forme de discrimination.

Malgré un énorme obstacle constitutionnel, trouver que l'Union stable juste aussi facile à gérer même monter les hommes et les femmes (art. 226, § 3, CF/88), veda le reste d'être titulaires de ce droit, faisant une interprétation en sens opposé.

Art. 226, § 3-3 aux fins de la protection de l'État, l'union stable entre l'homme et la femme comme une entité familiale et la loi facilitent votre conversion en mariage.

Le ministre Marco Aurélio en ADIN 4277 exprimé clairement et claire le droit à la reconnaissance de l'Union de même sexe en disant :

Si la reconnaissance de l'entité familiale repose uniquement sur le choix libre et responsable de la vie ordinaire pour promouvoir la dignité des participants, menée par l'affection qui existe entre eux, donc il semble faire aucun doute que la Constitution fédérale de 1988 permet à l'Union Homo a reconnu comme tel.

Utile de citer ici un point important et significatif du livre de Pablo Stolze en disant « toute recherche scientifique qui se fait dans le domaine du droit de la famille, pour bien accomplir votre souhait devrait être dépourvu de Prévisualisations des conceptions morales et religieuses » (p. 475). En d'autres termes, ce n'est pas sur les croyances religieuses, les analyses de ce qui est moral ou non, mais plutôt les droits appartenant à une société qui a comme un État constitutionnellement laïque dit.

Nous mettons en évidence certains postes de ministres de la Cour suprême dans le procès de ADIN 4277, qui provoquent une importante réflexion sur la façon de voir le droit ici tutoré :

Nous donnons ce segment brésilien noble, plus qu'un projet de vie, un projet de bonheur.

Le texte ci-dessus a été pris depuis le vote du ministre Luiz Fuz et est tout à fait objective, mais d'une profondeur sans taille. Après tout, reconnaître que le droit de former une unité familiale est à vivre avec la personne que vous avez choisi d'aimer et passer le reste de votre vie avec elle, et c'est le droit d'être heureux, qui appartient à tous.

La Cour suprême rét[aos homossexuais]ablit le respect qu'ils méritent, reconnaît leurs droits, restaure votre dignité, confirme votre identité et restaure votre liberté.

Faisait partie du vote donné par le ministre Ellen Gracie et prend le principe de la dignité humaine qui est assurée pour toutes les sociétés, puisque c'est le minimum pour vivre – qui devrait être accessible à tous.

Le ministre Celso Peluso renforce l'idée qu'il faut faire une partie de la législation afin de répondre aux aspirations de cette minorité qui atteint des millions de brésiliens et a en conséquence rien en plus de s'assurer que la construction d'un meilleur pays. Sous partie transcrit du vote du premier ministre :

La décision de la Cour un espace pour lequel, je pense, il faut intervenir le législateur, « a déclaré le ministre. Il a dit que le législateur doit être exposé et réguler les situations où l'application de la décision du tribunal sera également justifiée du point de vue constitutionnel.

L'obstacle contre la reconnaissance de la raison droite réside dans le vide juridique brésilien, où elles ne crée pas de toutes les lois susceptibles de réguler et d'exprimer les droits et le droit à un couple de homoafetivo à l'écurie et obligations découlant de l'Union.

2.2 mariage civil Homoafetivo

Après la reconnaissance de l'Union de même sexe stable a commencé une nouvelle lutte sociale pour la reconnaissance du mariage civil entre personnes du même sexe. Le premier pays à reconnaître le mariage homosexuel, y compris le droit de divorce et d'adoption, était les pays-bas en l'an 2000, affirmant que l'information « le mariage peut être contracté par deux personnes du même sexe ou différents » extrait de la <http://g1.globo.com/mundo/site/noticia/2015/06/Veja-Lista-de-paises-que-ja-legalizaram-o-casamento-gay.html>

Devant le Brésil, 11 pays ont déjà reconnu les mariages de même sexe. Et actuellement, la liste comprend déjà des 23 pays et aux États-Unis a rejoint la liste dernièrement en 2015 et à l'Allemagne plus tard cette année-là de 2017.

Un donné curieux, c'est qu'en Afrique, l'homosexualité est criminalisée dans environ 30 pays, cependant, contre le grain, l'Afrique du Sud était le cinquième pays à reconnaître le mariage homosexuel en 2006, bien avant le Brésil. Informations extraites du site <http://justificando.cartacapital.com.br/2017/06/30/alemanha-legaliza-casamento-homoafetivo-veja-quais-paises-no-mundo-ja-legalizaram/>

Comment bien conceptualisé Anwary Brauner dans votre livre le pluralisme en droit de la famille : la réalité sociale et la réinvention de la famille :

En conséquence, la reconnaissance de la pluralité des formes de Constitution de la famille est une réalité qui tend à élargir le processus de transformation globale, notamment sous la forme de traitement des relations interindividuelles. La revendication et la reconnaissance de l'égalité des droits, la liberté et l'intimité des femmes et des hommes, garantir à toute personne le droit à trouvé un liens familiaux et maintenir des relations affectives, sans aucune discrimination.

A été reconnu au Brésil, par le biais de la Cour suprême sur l'action directe de l'inconstitutionnalité 4277, jugé au cours de l'année 2011 et de la plainte pour violation du principe fondamental 132, le droit au mariage civil entre personnes du même sexe.

Toutefois, dans la pratique, même après la décision susmentionnée, de nombreux États n'eu aucun procès, y compris les uniformes, les rapports des divers registres de refuser d'exécuter un mariage homosexuel.

Partir du CNJ résolution n° 175/2013 a forcé le registre pour effectuer le mariage des couples de même sexe. Cette résolution a été fondamentale pour solidifier la compréhension et la communauté des magistrats du mariage civil entre personnes du même sexe comme étant bonne est une obligation à remplir par n'importe quel Registre, scellant le négatif.

Toutefois, même avec le positionnement de la Cour suprême et à la résolution de la CNJ bureaux existe toujours dans les régions qui refusent de reconnaître ce droit aux couples homoafetivos. Pour tenter de combattre cet affrontement et fournir un accès à un droit déjà assuré, en 2015 le TJ/SC en collaboration avec l'ONG Associations civiles ont été en mesure d'effectuer le mariage homoafetivos gratuit pour les conjoints, d'un total de 40 mariage, toutefois dans le année de 2016 le nombre est tombé à 12 mariages. Information extraite du site <http://www.cnj.jus.br/noticias/cnj/84740-lei-sobre-casamento-entre-pessoas-do-mesmo-sexo-completa-4-anos>.

Cependant, malgré la Cour supérieure brésilien, qui a comme objectif principal de défendre la Constitution et de protéger le respect des préceptes fondamentaux ont été définitivement sur la reconnaissance du mariage civil entre personnes du même sexe, telle orientation – plus de que, c'est une obligation – n'a pas été respectée par d'autres organismes. Pour ce faire, le CNJ s'est manifestée clairement et définitivement, pour modifier également la résolution donnant plus d'importance au droit des personnes du même sexe se marier civilement et leurs droits découlant du mariage. Et pourtant, il n'y a toujours une infraction, comme prelecionou Maria Berenice Dias dans votre carnet d'Union-préjudice même sexe et la Justice a souligné ci-dessous :

Le refus de l'établissement de la Loi sur l'enregistrement a deux fondements : les pactes qui sont contraires à la morale et les bonnes mœurs et l'absence de loi reconnaissant la validité de l'objet du contrat. La justification, en plein air, entourés des attitude partiale et discriminatoire, puisqu'il n'y a pas illégal ou illégalité dans l'unions de même sexe.

Nous voyons une forte résistance de la part de la population de se conformer aux règles établies, de nuire aux autres citoyens, qui, bien qu'étant considéré comme minorité, ne peut pas ont leurs droits supprimés, oubliés ou descumpridos. Il est entendu le besoin de coercition d'État à des attitudes de trottoir qui pourrait priver cette minorité pour faire valoir leurs droits garantis, ne donnant ne pas de colocation de l'exclusion sociale.

3. ADOPTION

L'adoption est un des instituts dits loin comme l'un des plus anciens, non seulement pour la personne, mais aussi les groupes et les autres espèces (esclaves, animaux, etc.). Les Romains de créer l'annonce de l'adoption subrogation a été appelée dans des espaces ouverts devant la population avec l'autorisation des dirigeants. L'Institut a évolué jusqu'à aujourd'hui le concept qui sera plus tard exploité.

Autrefois il y avait l'idée qu'une famille considérée comme complète et avoir votre fonction sociale, il était nécessaire de l'existence d'un mineur, un enfant. Beaucoup de femmes, y compris, ont été malvistas

par la société pour ne pas avoir des enfants et qui a été cause de séparation, accepte jusqu'à l'église. Avec cela, beaucoup d'enfants ont été adoptés de manière informelle, parce que personne ne pouvait savoir.

Sur la patrie Loi adoption réellement émergé comme une solution au concubinage, en 1916, que les femmes desquitas ne pouvait pas vivre avec son nouveau mari. Il est à noter qu'adoption stipulée dans le Code Civil de 1916 a été uniquement destinée à plus de 18 ans.

Avec l'émergence de la 1988 Constitution établit le principe de l'égalité entre les enfants, quel que soit le lien biologique. Par conséquent, le fils adopté et biologique doivent avoir les mêmes droits, être interdit expressément toute discrimination entre les fils adopté et biologique comme preleciona l'article 227, paragraphe 6, de la CF/88.

Art. 226, paragraphe 6, les enfants, mis en place la relation du mariage ou par adoption, doit avoir les mêmes droits et interdit toute qualification de désignations discriminatoires relatives à la filiation.

Dans les années 90, avec l'émergence de la Cour des comptes (loi 8 069/90) a introduit un règlement concernant la procédure d'adoption à moins de 18 ans (appelés enfants et adolescents). Et depuis l'année 2009 par la Loi, l'adoption de 12 010 âgés de plus de 18 ans a eu la demande subsidiaire de la Loi de la Cour des comptes, laissant de côté le Code Civil.

4. Exigences relatives à l'adoption

La Cour des comptes a défini une forme plus organisée de l'adoption au Brésil, et en 2008, le CNJ a créé un registre national d'adoption – connu comme ANC – comme « un outil numérique qui assiste les juges des tribunaux de l'enfance et la jeunesse dans la conduite des procédures des processus d'adoption et m à travers le pays ». (texte repris du site <http://www.cnj.jus.br/programas-e-acoes/cadastro-nacional-de-adocao-can>)

Il n'y a talk qui, avec l'avènement de la CEA afin d'éviter les distorsions de l'objectif principal de l'adoption, ont créé quelques difficultés, par exemple, la différence d'âge entre l'adopté et le promoteur qui doit être au moins de 16 ans , entre autres, prévu à l'article 42 :

Art. 42. Peut adopter le plus grand de 18 (dix-huit) ans, quel que soit l'état matrimonial.

- 1 ne peut pas adopter les ancêtres et les frères et sœurs de l'embrasser.
- 2ème à l'adoption conjointe, il est essentiel que les parents adoptifs sont mariés civilement ou maintiennent la stabilité de la famille stable et éprouvée.
- 3 que l'adoptant doit être d'au moins 16 ans de plus que l'adoptant.
- 4 les personnes divorcées, les judiciairement séparé et l'ancien peut adopter conjointement, ils se réveillent sur la garde et le régime des visites et la phase de coexistence a été lancée dans la constance de la période de coexistence et si il est prouvé l'existence liens d'affinité et d'affectivité avec qui gardent le titulaire, justifiant la particularité de la concession.

Dans cette liste des exigences pour l'adoption, malgré une logique fonctionnelle, a également fourni un certain retard dans l'adoption processus causant dans certains cas jusqu'au retrait de démarrer un processus d'adoption. On estime qu'au Brésil il y a plus de 36000 enfants vivant dans des abris pour

adoption et seulement 6000 sont en mesure d'être adoptée-informations tirées du site <https://direitodiario.com.br/adoca-no-brasil-ha-mais-familias/> – c'est parce que les parents adoptifs exigeantes le qui ne respectent pas la majorité des enfants vivant dans des abris.

Autrement dit, il n'est pas qu'il n'y a aucune volonté d'adopter, puisqu'il n'y a et beaucoup de-il y a environ 35000 parents inscrits au CNA (registre national de l'adoption) – Cependant, dû aux demandes sont incompatibles avec les enfants à adopter, et plus de responsabilité de cette incompatibilité est pouvoir judiciaire, qu'il faut pour rendre le processus de retrait du pouvoir des familles et les enfants vieillissent, ne pas répondre à une des exigences clés des adoptants qui est l'âge peu élevé.

4.1 l'adoption par les couples homoafetivos

Le droit se nourrit des développements constants dans la société et de votre adéquation à la réalité des faits. Ainsi, la justice brésilienne se rendant compte de l'énorme demande de règlement des différends impliquant des relations homoafetivas, compréhension qui pourrait ne plus remettre à plus tard votre décision, a décidé de se positionner et innové la compréhension de la famille, apportant leurs conséquences juridiques, comme le droit de l'état civil, droit à l'héritage, le droit de la pension et l'un des plus célèbres, le droit à l'adoption, dans lequel nous l'avons vu dans la rubrique précédente dans vos besoins il n'y a rien qui exclut les homosexuels pour participer à un processus d'adoption.

La Constitution est la norme en constante fluctuation et votre interprétation doit toujours être volatile pour adapter la norme à votre temps. Dans le cas contraire, nous avons seulement un texte normatif qui va certainement tomber en désuétude en raison des innovations de la vie quotidienne. Par conséquent, il était nécessaire d'utiliser la technique d'interprétation quant à ce qui est une interprétation d'une norme infra conformément à la Constitution, considérant également les principes et droits fondamentaux.

Ainsi, si tout le monde est égal, peu importe le sexe, couleur, âge ou religion – comme le preleciona 3 de CF/88, ne pouvait pas, même que pour la forme la plus sévère, il n'existe aucune loi que JD, adoptant une option diverse d'orientation hétérosexuelle Ce serait le plus cruel acte d'une interprétation d'une loi, vise à un côté seulement discriminatoire. La Loi autorise les actes spécifiques de discrimination liée au sexe, appelé la discrimination positive – comme par exemple dans le cas d'appels d'offres, qui, dans votre édit fournit pour discrimination et expose votre justification.

Art. 3 constituent des objectifs fondamentaux de la République fédérative du Brésil :

IV – promouvoir le droit de tout, sans préjudice d'origine, race, sexe, couleur, âge et toute autre forme de discrimination.

La Cour suprême, en 2010, maintenu une décision de la Cour du Rio Grande do Sul qui a permis l'adoption d'un enfant par un couple de homoafetivo, par décision unanime a été comme suit :

Mariage. GENS. Égalité. SEXE. En l'espèce, deux femmes revendiquée qui gardé une relation stable pendant trois ans et demande l'autorisation pour le mariage le long les deux greffes

l'état civil, mais la demande a été refusée par les détenteurs respectifs. Par la suite déposé réclamation d'aptitude au mariage comme le bâton de documents publics et des actions spéciales car il y aurait, dans

le système juridique brésilien, obstacles au mariage des personnes du même sexe. Ils ont été rejetés la demande dans les cas ordinaires. (REsp. 1 183 378-RS).

Le STF, renforcé une telle compréhension par le biais de RE 846102. Il est à noter que cette question est venue à la connaissance de la suprême par le biais de Parana, qui voulait établir un âge minimum pour une homoafetivo couple pourrait adopter, et l'âge serait de 12 ans-donc que l'enfant pourrait se prononcer si j'ou ne pas être ado TADA.

Dans votre vote, la voix du ministre Carlos Ayres Britto, extrait ministre Carmen Lúcia cite où n'est « sans aucune gymnastique mentale ou alchimie interprétative, donne à comprendre que notre Magna Carta ne prête pas le substantif » famille « aucun sens ou orthodoxe technique juridique propre. Ramassé avec le sens familier du terme pratiquement que toujours agi comme le monde de la réalité ».

Contre ce qui précède, dénote clairement préjudice encore enracinée dans nos bases de sociétés qui sont disséminées dans divers organismes de l'État. Après tout, le procureur a le devoir de veiller au respect de la Loi et d'entrer avec une ressource afin de bloquer un droit déjà pacifié haut du corps montre qu'il ne cherche pas à suivre la Loi, mais seule une minorité empêche un droit constitutionnellement assuré – qui est le droit à une famille, le droit à l'adoption.

Tout en ne prenant que procureurs attitude non seulement sape homoafetivo un couple, mais aussi un enfant qui cherchent sans relâche pour une maison, avec amour, respect, entraide, éducation, indépendamment du sexe qui fait la promotion de ces vertus.

CONCLUSION

De cette façon, il est entendu que le droit d'avoir fonder une famille par un mariage civil ou stable socioafetivo Union n'était pas quelque chose de simple et rapide pour gagner. Années de lutte et de souffrances marquent cette galgada historique des changements des préceptes enracinées dans la société brésilienne.

Souligne que les réalisations ici sont des jalons initiales juste rapporté un combat qui doit encore continuer, malgré déjà posséder des reconnaissances des cours supérieures, mais il y a encore beaucoup de réticence à accepter de que tels droits pour certaines parties de la société.

Néanmoins, il est à noter l'importance des ONG à l'appui ainsi que la magistrature solide en recherche pour faire respecter les droits garantis pour tous d'être enfin en mesure d'éliminer les attitudes préjudiciables de la société. Mais on ne sait pas qu'il y a encore beaucoup à faire.

Le coup d'envoi pour le droit à l'adoption par les couples homoafetivos aujourd'hui pourrait être assuré que c'est la reconnaissance d'une Union stable de couples homoafetivos, puisqu'il génère le droit au mariage civil et, par conséquent, le droit de la famille et c'est pourquoi, reprenant l'une des formes de Constitution d'une famille.

Avec cela, la nécessité pour l'élaboration d'une loi qui garantit le droit au mariage civil, stable et adoption à homoafetivos, ainsi les droits et obligations de ces instituts. En plus de fournir également des sanctions pour les cas de non-conformité avec les obligations légales prévues par la Loi.

Ce serait une façon d'attitudes de trottoir qui cherchent à limiter l'accès à ces instituts des couples homoafetivos, l'investissement dans un campagnes plus inclusive de l'éducation et des médias aussi servir comme incitations pour la construction d'une empathie sociale et la recherche d'une entreprise plus équilibrée et plus équitable.

Par conséquent, dénote l'importance non seulement ces avantage directement par des changements dans les lois, mais aussi par une société tout entière qui a empathie pour la cause de participer à cette lutte et donner plus de pouvoir à un mouvement qui profite apparemment qu'une minorité, mais qui peut provoquer des changements importants dans la construction d'un meilleur pays.

RÉFÉRENCES

BRAUNER, Maria Claudia Crespo. *Pluralisme dans droit de la famille : la réalité sociale et la réinvention de la famille*. Porto Alegre : bibliothèque d'avocat, 2004.

JOURS, Maria Berenice. *Commentaires-famille pluriparental, une nouvelle réalité*. Disponible à <http://www.lfg.com.br>. Consulté sur : 6 novembre 2017.

JOURS, Maria Berenice. *Union de même sexe-préjudice et de la Justice*. 4. Ed. São Paulo : Revista tribunaux dos, 2009.

DINIZ, Maria Helena. *Cours de droit de la famille-droit Civil brésilien*. 22. Ed. São Paulo : Saraiva, 2007.

GAGLIANO, Pablo Stolze ; FILS, Rodolfo Pampelune. *Nouveau cours de droit Civil-family law : familles au point de vue constitutionnel*. 5e édition. São Paulo : Saraiva, 2015.

Lait, Eduardo de Oliveira. *Droit civil appliquée, volume 5 : droit de la famille*. São Paulo : Editora Revista tribunaux dos, 2005.

LÔBO, Paulo Luiz Netto. *Droit civil : familles*. São Paulo : Saraiva, 2008.

PEREIRA, Rodrigo da Cunha. *Droit de la famille et le nouveau code civil*. Belo Horizonte : Del Rey/IBDFAM, 2002.

<http://www.CNJ.jus.br/programas-e-acoas/Cadastro-Nacional-de-adocao-CAN> (consulté le 11/06/2017)

<https://direitodiario.com.br/adoca-no-Brasil-ha-mais-familias/>(accessed at 06/11/2017)

<http://G1.Globo.com/Mundo/noticia/2015/06/Veja-Lista-de-paises-que-ja-legalizaram-o-casamento-gay.html> (consulté le 11/07/2017)

http://ibdfam.org.br/Assets/img/upload/files/Estatuto%20das%20Familias_2014_para%20divulgacao.pdf (consulté le 11/07/2017)

<http://justificando.cartacapital.com.br/2017/06/30/Alemanha-legaliza-casamento-homoafetivo-Veja-quais->

paises-no-Mundo-ja-legalizaram/(accessed at 06/11/2017)

[1] Diplômé en droit en collège Martha Hawk. Spécialiste en droit du travail par le ANHANGUERA-Uniderp.

[2] Diplômé en droit en CIESA. Spécialiste des sciences criminelles de l'ANHANGUERA-Uniderp.

<https://www.nucleodoconhecimento.com.br>